

CE QU'IL PEUT RESTER DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Nous avons dit en mars que le mouvement était sur sa ligne de crête. Qu'en est-il aujourd'hui que le nombre de manifestants, et des présents aux AG, décline, que la reprise des ronds-points ne s'effectue pas ? Comment continuer à dire : « On ne lâchera rien » sans être dans le déni de l'affaiblissement du mouvement ? C'est pour toutes ces raisons qu'il nous paraît bon d'évoquer une question simple : que peut-il rester d'un mouvement comme celui-ci ? Question qui exige de quitter le court terme sur ce que l'on peut encore faire ici et maintenant, sans se projeter dans un illusoire « cela va reprendre à la rentrée avec les nouvelles mesures Macron en préparation qui ne feront qu'aggraver la situation ».

Nous avons « décourbé le dos¹ »...

L'exercice n'est pas évident, car nous avons vécu une lutte longue et intense (6 mois de mobilisation et de luttes). Nous ne réduisons pas ce mouvement à ses formes pratiques : occupations de ronds-points, actions sur les péages ou les zones commerciales, manifestations déterminées, assemblées populaires, etc. Non, derrière cela, ce qui semble essentiel c'est d'avoir « décourbé le dos ». Nous avons en effet refusé de négocier pour notre liberté de manifester et de circuler, nous l'avons prise parce que la légitimité de notre révolte ne peut être contenue par une légalité qui réduit à peau de chagrin nos capacités d'expression et d'action.

De par nos actions, nous avons rencontré toutes sortes de parcours de vie et nous avons élargi un horizon au-delà de toutes les différences politiques, de génération, de sexe, d'habitation ; différences qui ne sont apparues tout à coup que comme des divisions. Seule l'urgence sociale, la prise de conscience que ce n'est plus possible et la détermination à agir, à faire que cela cesse, nous ont réunis. C'est en cela que les Gilets jaunes ont la tête haute, et ce, malgré tous le mépris qu'ils ont subi de la part des médias, des politiques, de tous ceux qui ont un intérêt à ce que continue le statu quo de la société du capital. Malgré encore, le dédain envers eux de ceux, bien plus nombreux, macroniens sans le savoir, de gauche pour la plupart, enfermés et enchaînés à leurs petites identités, leurs petites différences, leurs petites niches idéologiques.

... et révélé la nature impérieuse qui se cache désormais derrière la gestion de la reproduction des rapports sociaux

Le mouvement contre la loi travail avait dévoilé les nouvelles tendances des politiques répressives contre les mouvements sociaux, mais elles ne s'étaient exprimées que de façons encore marginales comme dans le traitement des « cortèges de tête » ou celui des « bavures » de Nantes et Sivers. Mais avec les multiples tentatives de délogement/destruction des cabanes et de la zone tout entière de Notre-Dame-des-Landes par les forces de l'ordre, puis avec la répression plus étendue et globale qui frappe les Gilets jaunes depuis novembre 2018, c'est face à une logique systématique, si ce n'est systémique, que nous nous trouvons. Les agressions volontaires sur les corps des manifestants ne sont plus de simples bavures ; la criminalisation/pénalisation du moindre acte de résistance devient la norme, les mesures de

1 – Cf. « Si t'as envie de vivre, tu décourbes ton dos » dans le livre *L'évènement Gilets jaunes, .../temps critiques*, éd. À plus d'un titre, 2019.

prévention ne correspondent plus à un ciblage d'éléments jugés dangereux, mais visent à empêcher de manifester.

Néanmoins, de ce dernier combat nous repartons armés d'une solidarité rare, renforcée par tous les instants vécus en commun dans l'adversité.

L'État a montré son visage de violence, celle du quotidien, qu'auparavant nous ne formulions que chacun dans notre coin et celle qui sévit dans la rue et que beaucoup ne connaissent pas ou connaissent de plus loin, indirectement.

Cette brutale répression contre les gens de rien, n'a pas le même sens que la répression contre les étudiants de mai 68, certes forte elle aussi, mais qui avait entraîné la levée en masse de presque toute une génération soutenue par la bienveillance, parfois active, d'une grande partie de la population et ce, au moins jusqu'à la fin mai. Là, aujourd'hui, il n'est pas question de réprimer, mais de terroriser les manifestants et par capillarité les sympathisants qui pourraient éventuellement les rejoindre. Cela a en partie réussi, dans la mesure où le mouvement des Gilets jaunes se réduit progressivement à son noyau dur et que peu de personnes l'ont rejoint après son acmé de décembre.

Quand la politique descend dans la rue face à un pouvoir qui, justement, ne fait pas de politique, ce n'est plus la démocratie formelle qui se présente à nous, celle qui est inscrite dans l'État de droit, mais c'est un État impérieux prêt à faire taire quiconque prend au sérieux la liberté sans fard, la liberté concrète dans ses diverses formes d'expression.

L'exigence de liberté concrète est la seule positivité qu'exprime un mouvement porté tout entier vers la négation (de la représentation, de la négociation) avec des « revendications » tellement nombreuses (presque cinquante) qu'elles s'annulent les unes les autres et s'avèrent innégociables, même si d'aventure il s'était trouvé une faction du pouvoir pour commencer à les négocier. Face à un gouvernement qui ne voulait lui-même rien lâcher, c'est ce dernier qui finalement reprît l'initiative. Tout d'abord en ciblant quelques points élémentaires de justice sociale et fiscale (baisse de la CSG et indexation des faibles retraites, primes exceptionnelles). Peu de chose en apparence, mais plus que les syndicats n'avaient obtenus depuis dix ans. Ensuite, en contournant l'exigence de participation citoyenne (via le RIC) en proposant un « Grand débat » face auquel le « Vrai débat » des Gilets jaunes, calqué finalement sur l'original ne pouvait apparaître que comme une pâle copie.

Une négativité fondamentale d'un mouvement sur lequel il n'y a rien à « capitaliser »...

Pourtant, de l'intérieur même du mouvement, on entend déjà cette horrible expression de la part de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ne veulent pas laisser perdre... repartir à zéro et donc pour qui, « il faut capitaliser sur le mouvement ». Une réaction bien naturelle quand on a l'impression de n'avoir fait que se battre, depuis six mois, mais une réaction que nous ne pouvons que rejeter du point de vue politique. Elle prend plusieurs formes. Il y a ceux qui lui donnent une forme communaliste avec les Assemblées des assemblées qui cherchent à perdurer en dehors de toute notion de rapport de force, de situation du mouvement² ; ou bien une forme municipaliste et citoyenne avec le RIC local et la participation future aux conseils municipaux³. Il y a ceux qui veulent se former en « peuple » à travers des appels à la démocratie directe et citoyenne avec le RIC en toute matière et leur volonté de devenir constituants, alors que le mouvement comprenait, dès l'origine, une forte volonté destituante (le « dédagisme » permanent) et exprimait une politique négative. Pour d'autres enfin, le

2 – Une tendance forte dans les grandes villes même si elle s'origine à Commercy. Une troisième est prévue à Montceau-les-Mines fin juin.

3 – Une tendance forte sur les ronds-points et au sein des groupes « périphérie ». Sous quelle étiquette vont-ils se présenter, cela reste un mystère puisque les listes Gilets jaunes sont globalement désavouées.

mouvement n'aura été qu'un point d'appui (insuffisant) pour tenter d'enrayer le déclin des syndicats en jouant la base contre les directions à travers l'appel à une « convergence » qui est le plus souvent restée à sens unique. C'est que le temps de la lutte qui fait événement n'est pas le même que celui du cours quotidien des luttes.

Pour toutes ces tendances à la capitalisation des « acquis », le résultat des élections aura eu le double effet paradoxal d'une part d'une douche froide (Macron ne s'est pas pris une « branlée » à moins de 10 % que beaucoup espéraient plus ou moins secrètement), d'autre part de la confirmation qu'il fallait sauver ce qui pouvait être sauvé.

Au début du mouvement, fin novembre 2018, *Temps critiques* se demandait si une co-extension des luttes était possible⁴. Notre regard a eu le temps de s'affûter à ce sujet et, par exemple, il est sans illusion sur les fantasmes de convergence, les soutiens du bout des lèvres de certains syndicats comme les petites tentatives en ce sens de la gauche écologiste. Toutes ces tentatives ont été marquées par l'échec et en ont rendu caduque l'idée même. Qu'aujourd'hui certains y voient un appui pour des luttes à venir marque un retour à des formes convenues incapables de penser la mort possible et même probable du mouvement. En réalité la dimension d'avant-garde de masse des Gilets jaunes a fait peur, et ce à tous les pouvoirs y compris à ceux qui aspirent à en prendre la relève... Nous voyons donc mal comment cette donne pourrait changer sans perte de ce que les Gilets jaunes ont apporté de singulier, de potentialité nouvelle.

Tout comme certains, à l'époque, ne voyaient dans Mai-68 qu'une répétition générale avant la révolution, d'autres aujourd'hui annoncent déjà la reprise des luttes à la rentrée vu les mesures macroniennes en cours ou en projet ; les mêmes causes supposées entraîner les mêmes effets. Dans les deux cas, il y a une incompréhension de ce qu'est un mouvement historique et donc d'un mouvement qui fait événement et adopte alors sa propre temporalité bien loin de celle qui existe, par exemple, dans les conflits quotidiens dans les entreprises, dans les tentatives d'autonomie des groupes de salariés par rapport aux logiques syndicales, etc. En cela le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas un mouvement social au sens où l'on l'entend depuis les années 1980 ; années à partir desquelles il devient difficile de parler en termes de lutte des classes. En effet, le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas le fruit d'une opposition entre des intérêts catégoriels et l'État médié par les partenaires sociaux ; conflit dans lequel les syndicats étaient à la fois les défenseurs de ces intérêts et les cogestionnaires du compromis politique entre les classes au sein de l'État-providence. Là, avec le mouvement des Gilets jaunes, nous avons affaire à un affrontement direct entre une fraction de la population et l'État parce que la première ne tolère plus de médiations et parce que le second a tout fait pour les affaiblir. D'où la violence de la confrontation et un mouvement soudain qui va très rapidement atteindre une très grande vitesse.

Or comme on le dit dans le langage courant, le train qui passe ne repassera pas et là, au bout de six mois, force est de constater que pas grand monde n'est monté dedans, même si certains ont tâté du marchepied. Le moment décisif a été celui de décembre. Celui où le mouvement a connu sa plus grande force (entre le 1^{er} et le 8 décembre) et aussi sa plus grande répression de rue parachevée par la destruction des baraques et tentes de ronds-points dès le début janvier, l'écrasement du mouvement lycéen, dont la pâle suite a été le mouvement *Youth for climate*, signe de la reprise en main par la coalition de tous les pouvoirs qui l'ont si ce n'est promu, au moins soutenue⁵.

4 – *Revue Temps critiques* n° 19 : « Les luttes : de la coexistence à la coextension ? » :

<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article377>

5 – Les lycéens blessés par les LBD, ceux humiliés de Mantes-la-Jolie ont soudain été encensés comme des jeunes conscients et responsables montrant l'exemple à leurs aînés ! Alors que les nombreux Gilets jaunes sévèrement blessés dans les manifestations des premières semaines n'ont reçu

... et pour qui perdurer pour perdurer ne peut qu'en dévoyer le sens

Certes, depuis, le mouvement perdure, mais comme en dehors de l'évènement qu'il a produit ; en dehors de sa dimension révolutionnaire et insurrectionnelle. Il ne s'agit plus alors que de durer pour durer et donc d'organiser des « évènements » (au sens faible ou spectaculaire du terme) ou de venir se coller à l'évènement des autres comme on peut le voir en ce mois de juin avec des appels de groupes de Gilets jaunes à rejoindre « la marche pour les fiertés » en guise de nouvel acte Gilets jaunes.

Quitte à se couper des forces qui ont fait l'évènement au sens fort et historique du terme parce que chaque samedi était comme l'annonce d'un possible basculement dans *autre chose*.

Un signe de cette tendance à vouloir perdurer — et donc à prendre d'autres formes — apparaît bien dans le fait de positions aujourd'hui affirmées, qui passent subrepticement du « Tous Gilets jaunes » de 2018 au « Tous ensemble » de 1995. Pour celles-ci, ce serait une façon de répondre à l'isolement du mouvement et à l'échec patent de la « convergence ». Un échec à double ressort, celui de luttes trop embryonnaires pour ne pas être englobées dans un mouvement des Gilets jaunes (cf. l'exemple des « stylos rouges » de l'enseignement) ; celui de militants et grévistes qui n'ont aucune envie d'être assimilés aux Gilets jaunes (l'exemple des Blouses blanches). Il faut bien voir que quelque soit leur niveau de radicalité, ces luttes restent catégorielles et définies par des statuts en danger ou des conditions de travail qui se détériorent, alors que le propre des Gilets jaunes a été de laisser tout ça à la porte du mouvement en se reportant sur les conditions de vie en général qui sont celles où lui explose à la figure sa condition de dominé et non sur des conditions particulières de son exploitation sur un lieu de travail. Ce positionnement différent par rapport au pouvoir et aux dominants a entraîné une difficulté intrinsèque pour un rapprochement des luttes. Difficulté quasi objective à laquelle est venue se surajouter une difficulté subjective du fait de l'évaluation souvent défavorable de la nature du mouvement des Gilets jaunes de la part des autres forces sociales. Un mouvement qui ne serait pas politiquement correct, un mouvement qui serait incontrôlable parce qu'il refuse toute direction, un mouvement qui, finalement, fait peur à tout le monde (aux pouvoirs en place comme aux fractions protégées du salariat), même si beaucoup voudraient l'instrumentaliser à leur profit.

Quelques « leçons » à retenir ?

Sans dire que le mouvement est fini, il nous semble urgent de mettre en avant ce qu'il révèle, du point de vue du mouvement, bien que cela soit parfois à son corps défendant :

- Le « peuple » n'existe pas. Les Gilets jaunes ne pouvaient donc que rencontrer un mur à partir du moment où il est devenu clair que leur volonté de s'ériger en tant que peuple, se heurtait à la dure réalité qu'ils n'en étaient que sa représentation partielle. Le peuple en acte en quelque sorte, parce que dans l'action il est vite apparu qu'ils n'en étaient, au mieux, que son avant-garde de fait. Toute une réflexion serait à mener sur ce point et sur les impasses que représentent une critique limitée aux 1 % des plus riches, aux élites, aux attaques contre l'oligarchie patrimoniale des Pinault-Arnault et autres banques, alors que dans ce même temps, la mondialisation et la financiarisation attaquent justement les positions oligarchiques pour les rendre plus fluides et flexibles de façon à trouver de nouveaux équilibres entre anciens et nouveaux modes de domination.
- Avant-garde de fait disons-nous et non de droit, car c'est cette légitimité qui va lui être déniée par tous les pouvoirs en place, politiques, médiatiques et syndicaux jusque et y compris dans les milieux d'extrême gauche et libertaires.

que des « ils l'ont bien cherché » ou des « ça leur apprendra » de la part des catégories intellectuelles et des castes dominantes.

- Un mouvement qui a fait l'expérience de l'affrontement à l'État comme base d'une action de masse et non simplement de petits groupes de militants. Mais un mouvement qui cherche encore son rapport à ce qu'est l'État en général comme l'indiquent les propositions de manifestations prochaines contre toutes les mesures d'augmentation des prix des grands services de l'énergie et des transports et pour la défense du secteur public. Cette proposition ne tient pas compte des échecs des syndicats à maintenir le « système » de 1945 (programme du CNR), mais cherche à se substituer à eux dans le même genre de grandes messes contre-productives, sans avancer ce qui aurait pu être des revendications-actions du mouvement comme la constitution de comités locaux contre le paiement de l'augmentation de l'électricité qui auraient pu rejoindre ceux déjà en place contre les compteurs Linky, etc.
- Bref, alors qu'il prône la réappropriation populaire ou citoyenne et qu'il est véritablement un mouvement de base et de la base, la difficulté qu'il a à s'enraciner vraiment dans des luttes quotidiennes à ce niveau et à se mêler à ce qui existe déjà (des luttes associatives, des luttes contre les violences policières dans les banlieues et ailleurs) le poussent à lancer des appels globaux qui non seulement ont peu de chance d'être entendus, mais ne correspondent pas à ses caractéristiques premières et singulières. Mais évidemment devant une telle critique qui surgit parfois en AG la sempiternelle raison sociale-étatiste surgit et le plus souvent impose son principe de réalité par cette simple phrase : « vous êtes donc contre les services publics ? ». On se retrouve alors dans l'impasse.
- Ce qui a fait l'originalité et la force du mouvement dans sa phase ascendante, à savoir sa rupture avec de nombreux *a priori* théoriques et des pratiques ritualisées au point d'en être compassées, se transforme en faiblesse dans la phase descendante où ne transparaît plus que son instabilité, son manque d'organisation et sa difficulté à reprendre l'initiative, à surprendre à nouveau. Au point que pour perdurer il en est prêt à abandonner sa singularité historique pour se mouler dans des formes de médiations qui sont elles-mêmes en crise. Quand le « mouvement social » officiel n'est plus capable de faire 1995, certains Gilets jaunes pensent le réussir et en plus voient cela comme une panacée alors que tout ce système reposait encore sur la centralité du travail dans le processus de valorisation du capital d'une part ; et la définition des rapports sociaux d'autre part à partir de cette même centralité (salariés/non-salariés, cotisations/prestations).
- Le résultat des élections européennes doit questionner le mouvement dans la mesure où la surprise est quand même venue de l'intérêt manifesté pour les élections (européennes qui plus est) de la part de protagonistes du mouvement des Gilets jaunes déniaient justement toute légitimité aux représentants, y compris les leurs ! On est alors arrivé à des prises de position absurdes de certains d'entre eux appelant à voter pour n'importe qui sauf Macron et les listes « jaunes » ! Toute cette confusion provient, outre l'illusion électoraliste, du fait que le mouvement se pense « peuple » et donc forcément majoritaire. Pourtant les exemples historiques sont édifiants : si des élections peuvent entraîner une déferlante insurrectionnelle (Espagne 1936 et à un degré moindre France avec la victoire du Front populaire, Chili 1973), un mouvement fort et même insurrectionnel suivi d'une élection n'apporte que plaies et bosses (juin 68, printemps 2019).
- Un mouvement qui, depuis l'origine, a joué des cartes non institutionnelles dans l'élaboration de son rapport de force et qui parfois cherche à les concrétiser dans des vues à moyen terme comme celles du « RIC sauvage ». Une perspective qui s'est tout à coup écroulée sous le coup de massue d'un Macron non sanctionné par les urnes. On comprend que certains Gilets jaunes veuillent rendre le vote obligatoire quand 50 % des

inscrits s'abstiennent ; sans parler des non-inscrits. Mais que faudra-t-il donc faire pour que les gens votent « bien » ? C'est une question qui a souvent amené les politiciens et même des militants à vouloir « changer de peuple »... lorsque celui-ci ne correspondait pas à leur attente. Mais cela provenait de groupes ou partis qui avaient ou voulaient le pouvoir. Les Gilets jaunes ne sont pas dans ce cas de figure : ils sont face à eux-mêmes et ne peuvent désespérer du peuple tout en frôlant maintenant le désespoir.

- Cette difficulté propre à notre période d'après la lutte des classes, fait que partout aujourd'hui, on assiste à une résurrection de la notion de peuple. Dans l'histoire de la modernité, le peuple se veut un tout qui est la négation des contradictions de classes en tant que celles-ci ne seraient qu'une addition d'intérêts particuliers. C'est ce qui est à la base de l'opposition entre bourgeois et « bras-nus » pendant la Révolution française pour reprendre la terminologie de Daniel Guérin... et en même temps de leur unité dans l'idée de « la patrie en danger » de 1792 qui doit souder le peuple devenu corps social de la Nation. Dans cette vision, c'est le peuple qui subit tous les torts. Il est l'intérêt général fait peuple contre les ennemis de l'extérieur (émigrés aristocrates, puissances impériales et royales de l'étranger). Les fascismes reprendront cette image du peuple-totalité contre des ennemis « intérieurs » mais étrangers à la nation et à la race (juifs, francs-maçons, tziganes, homosexuels). Elle est à la base des théories de Carl Schmitt sur l'État d'exception qui délimite les « frontières » entre amis et ennemis. Mais pour en revenir aux thèses révolutionnaires nées de la Révolution française, Marx rompt avec cette idée d'un peuple-totalité dans une thèse critique sur Hegel (in *Contribution à la critique de la philosophie du droit*) où il renverse la dialectique hégélienne pour faire d'une classe, le prolétariat, la classe-totalité, parce qu'elle ne subirait aucun tort particulier dans la mesure où elle les subit tous. C'est cette totalité potentielle alors pourtant qu'elle n'est immédiatement qu'une classe particulière qui la rend justement classe-révolutionnaire par excellence, ou plus exactement classe de la révolution.
- Sans la connaître expressément, c'est cette thèse que reprennent les Gilets jaunes en proclamant l'état d'urgence sociale de la part d'une nouvelle totalité populaire subissant un tort général au-delà des torts particuliers que subit chacune de ses fractions. Un nouveau « tout » donc, sans détermination historique ni essence messianique, mais basé sur l'idée plus ou moins communément partagée que tout va de mal en pis, que la situation devient insupportable et que les dominants, quels qu'ils soient (représentants politiques, capitalistes et riches) n'en ont cure.
- C'est justement parce que ce tort est ressenti comme général qu'il n'a pas besoin de s'appuyer sur des faits et des statistiques et que le « ressenti » entre en ligne de compte dans la révolte et l'esprit de résistance. L'urgence dépasse son caractère social pour devenir vitale dans une utopie d'égalité... ceci dans le pays pourtant le moins inégalitaire des pays riches et où l'État-providence produit encore ses effets relatifs quand on regarde *a contrario* la situation dans les pays voisins. Toutefois, la redistribution ne suit plus le même processus et n'a pas des effets identiques quand elle n'est plus centrée sur le travail et les partenaires sociaux, mais sur un vague universalisme assumé par l'État à travers des impôts (cf. la CMU) et des taxes censées faire contribuer tout un chacun, quelle que soit sa position par rapport aux rapports de production et au travail.
- Le mouvement des Gilets jaunes n'étant pas forcément constitués de salariés et en tout cas de salariés « garantis » n'en a donc pas grand-chose à faire des chiffres qui montrent que les salaires ont augmenté en moyenne quand les dépenses contraintes ont subi une plus forte augmentation encore, ce qu'ils ressentent directement quand il s'agit de remplir le frigo ou le congélateur. Le mouvement est donc par nature volontariste et subjectiviste puisqu'il s'agit de « forcer » les chiffres pour passer du ressenti à la

révolte. Ce coup de force nécessaire le contraint et le contient dans une position minoritaire, alors pourtant qu'il fantasme sa dimension majoritaire (« Tous Gilets jaunes »), qui ne peut lui revenir que comme un boomerang dans les moments de décélération du mouvement.

- C'est aussi ce ressenti qui s'écroule devant le résultat des élections. Soit le peuple ne vote pas (50 % d'abstention + environ 10 % de non-inscrits + tous les « étrangers » qui n'ont pas le droit de voter) et c'est alors l'échec du « vote citoyen », soit il vote mal quand il vote (il ne se répartit même pas sur les 34 listes) et aucun RIC n'y pourra grand-chose. L'illusion du RIC, c'est de s'appuyer sur le fait que le « peuple » ne serait pas fractionné par le rapport social capitaliste qui pourtant parcourt toute la division du travail et les hiérarchisations qu'elle produit ; toutes les divisions de statut qui font par exemple que les Gilets jaunes peuvent participer à des manifestations communes avec les Blouses blanches pour la défense du service public comme si « Blouses blanches » définissait cette fraction du peuple que constituerait le « peuple hospitalier ». De ce fait, involontairement ou non, on masque une outrancière hiérarchie hospitalière, elle aussi responsable du dysfonctionnement de l'hôpital public et dénoncée d'ailleurs dans les cris d'alerte des médecins urgentistes.

Autant de « résultats » ou d'acquis non pas quantitatifs, mais qualitatifs qui font du soulèvement des Gilets jaunes un moment historique d'inversion du cours trop ordinaire de l'exploitation et de la domination. Un moment qui réfute tous les comptables de la politique au service du capitalisme du sommet, sans pourtant nous ouvrir une porte de sortie.

Temps critiques, 10-13 juin 2019

TEXTE PUBLIÉ DANS TEMPS CRITIQUES #7 AU N°19
JUN 2019